

ELECTIONS AU CONSEIL D'U.F.R. DES SCIENCES DU CALCUL
ET INGENIERIE MATHEMATIQUE
DES REPRESENTANTS ETUDIANTS.

UN ETUDIANT = UNE VOIX

Pour vous défendre dans vos conseils d'U.F.R.

Le but de ces élections est de savoir contre quoi se défendre. En effet, la position des élus étudiants aux différents conseils de l'université ne sert démocratiquement à rien puisqu'ils y sont en minorité. Etonnant non ?

Par conséquent, la défense des droits étudiants, donc de vos intérêts, passe en fait directement par vous, votre capacité à vous mobiliser et par le biais de vos élus qui vous informent de tous nos problèmes d'études tels que :

- difficulté d'entrer en première année par le système RAVEL
- Difficulté d'entrer en licence pour ceux qui sont reçus en septembre (ainsi que le manque de choix qui en découle)
- Manque de profs et de matériels en maîtrise et en DESS
- Nombre et montant des bourses nettement insuffisants.

Voici une liste non exhaustive des problèmes rencontrés. Seule une volonté commune de tous ses participants peut amener l'université à être et à rester un centre de culture et de savoir pluraliste; non soumis à la loi du profit et de la rentabilité et ouvert à tous les bacheliers sans restriction.

Le 7 février 1991, participez et faites participer autour de vous aux élections de votre conseil d'U.F.R. en votant pour la liste :

"TOUS UNIS POUR NOUS DEFENDRE" soutenue par : étudiants non syndiqués, UNEF, UNEM, UGET, GUPS.

Lieux de vote

1er cycle : boîtes de travail
rez de chaussée de la
pyramide de la scolarité
entre tours 23 et 24

2ème et 3ème cycles : aile
46-56 3ème étage, salle 11
labo de probabilités.

Durée du scrutin le jeudi 7 février : 10h à 19h



U.F.R DE CHIMIE (926 P6)

ELECTIONS AU CONSEIL D'U.F.R. DE CHIMIE
DES REPRESENTANTS ETUDIANTS.

Le 7 février 1991, élevez des représentants pour vous défendre.

Les élus au conseil d'U.F.R. ont accès aux décisions concernant les questions administratives, techniques et pédagogiques.

En votant pour la liste **"Tous unis pour nous défendre"** soutenue par l'UNEF, vous vous donnez les moyens de dire NON aux saccages aux examens, NON à l'arbitraire.

Votre choix exprimera l'exigence d'autres perspectives pour l'université. Les moyens existent pour une meilleure formation, mais ils sont dilapidés avec mépris dans un conflit absurde.

Au moment où les gouvernants tentent de nous faire accepter une économie de guerre, nous devons exprimer notre volonté de paix et agir pour que notre formation soit véritablement tournée vers le progrès, la coopération, et le respect mutuel des différences.

Alors JEUDI 7 février, exprimons notre détermination pour une université de la réussite pour tous et partout en votant pour la liste :

"TOUS UNIS POUR NOUS DEFENDRE" soutenue par l'UNEF, étudiants non syndiqués, UNEM, UGET, GUPS.

Lieux de vote :

1er cycle : boîtes de travail
rez de chaussée de la
pyramide de la scolarité
entre tours 23 et 24

2ème et 3ème cycles : bât. F
4ème étage.

Durée du scrutin le jeudi 7 février : 10h à 19h

CGT. UNEF

- . La nécessité d'élever le niveau de formation pour l'ensemble des jeunes se traduit entre autre par l'exigence d'amener rapidement 80% d'une classe d'âge au baccalauréat. Cependant cette affirmation ne permet guère de résoudre les problèmes de fond :
 - quel contenu à cette information
 - quels débouchés dans les filières d'enseignements supérieurs
 - quels débouchés en terme d'emplois qualifiés, de salaires, de droits sociaux.
- . Pour l'Université et les enseignements supérieurs de graves problèmes restent à résoudre :
 - les moyens matériels et humains permettant d'assurer une bonne formation générale et qualifiante
 - le développement d'une recherche active
 - assurer aux étudiants les possibilités de vivre et d'étudier dans de bonnes conditions.
- . Les décisions prises par le gouvernement à travers le plan Université 2000 ne permettent pas de répondre à ces questions essentielles.
 - Les moyens mis en oeuvre sont très insuffisants.
 - La nécessaire reconnaissance des qualifications des personnels n'est pas pris en compte.
 - Le service public est attaqué à travers des opérations de filialisation qui préparent des formes de privatisation de l'Université.
 - L'aide aux étudiants est conçue sous forme d'emprunt remboursable qui ne risque pas de démocratiser l'enseignement supérieur.

Il faut relever le défi et exiger une autre politique.

Personnels de l'Université, chercheurs, étudiants

Venez en discuter avec la CGT et l'UNEF le :

MERCREDI 27 MARS 1991 à 12 H 30
SALLE DE REUNION
BATIMENT M.

S.O.S. AIDE SOCIALE

AGET
(P6-P7)

ou comment le gouvernement veut nous faire croire qu'il défend notre système d'aide sociaux tout en le détruisant.

- Bourses insuffisantes et peu élevées !
- Restaurants Universitaires saturés et repas de mauvaise qualité.
- Résidences Universitaires peu nombreuses et dégradées...

Décidément notre système d'aide sociale va mal !

Né d'une volonté de justice sociale et d'aide aux étudiants, le système d'aide sociale n'a cessé de se dégrader au fur et à mesure que la politique d'austérité s'est installée. A l'origine de cette situation, l'absence de volonté politique des gouvernements successifs d'assurer leur pérennité (baisse du budget de l'aide sociale, aucune construction depuis les années 70 ...).

Pour fonctionner les C.R.O.U.S. ont cherché des solutions de compensation:

- Hausse des loyers en Cités Universitaires, hausse du ticket de R.U., sélection drastique pour l'attribution de bourses ou de chambres en cité U., ...

Le système ne pouvait plus fonctionner longtemps ainsi.

Le démantèlement du système d'aide sociale étudiant est programmé:

- Le coup de grâce a été donné par Jospin et son Plan !

En effet, mises à part quelques mesures positives (remboursement 50% de la carte orange pour la R.F., doublement du nombre de boursiers pour 95 (!...)) qui n'arrivent pas à rattraper les retards pris depuis 10 ans, c'est la justice sociale qui est menacée. La pierre angulaire du plan est la mise en place des prêts bancaires qui sont appelés à se substituer progressivement aux bourses. Certains appellent ça un progrès ! Nous lui préférons le terme d'arnaque !

Ces prêts ont des taux supérieurs à ceux proposés aux particuliers: Mais où est l'intérêt ? Pour l'état, cela lui permet d'économiser un peu plus sur notre dos; il fait du social pour pas un rond ! Pour les banques le marché est juteux avec des investissements qui rapportent gros. Pour l'étudiant les risques sont importants. Endetté avant même d'avoir commencé à travailler, l'étudiant est enchaîné à son prêt, condamné à rembourser coûte que coûte au bout de six ans.

Ce plan annonce le début de la privatisation de l'aide sociale étudiante provoquant pour beaucoup une limitation du cursus à 5 années où les filières jugées peu rentables (sciences sociales, lettres...) seront pénalisées, entraînant un endettement excessif et aggravant la sélection sociale.

Des organisations syndicales ont accepté ce plan néfaste:

l'U.N.E.F.-I.D., l'U.N.I., la F.A.G.E. et le C.E.L.F.

L'U.N.E.F. a refusé estimant d'une part que ce plan était dangereux et que, d'autre part, vu la faible représentativité des organisations étudiantes la parole aurait dû être donnée, prioritairement, au étudiants.

L'U.N.E.F. appelle tous les étudiants à l'action pour combattre ces mesures néfastes et exiger une aide sociale plus juste.

A.G.E.J. (P6 P7) - U.N.E.F.

Abraham SERFATY Christine DAURE

**Jeudi 21 Novembre 1991
12 heures - 14 heures
AMPHI 45**

DROITS DE L'HOMME ET SOUS DEVELOPPEMENT AU MAROC

Le 13 Septembre dernier était libéré des prisons marocaines l'un des plus anciens et des plus célèbres détenus politiques après Mandela : Abraham SERFATY.

Cet événement représentait une grande victoire dans la lutte contre le régime dictatorial marocain. Pourtant, les prisons restent pleines de détenus politiques et les disparus se comptent par centaines. La destruction du symbole Tazmamart ne supprime pas la réalité des bagnes mouirois.

Pourquoi alors le soutien des "grandes démocraties", des Etats Unis, de la France ?

Les atteintes aux droits de l'homme, n'est ce pas aussi le maintien dans la misère de l'immense majorité du peuple marocain ? N'est ce pas aussi l'aggravation de la dépendance et du sous-développement ?

Organisé par: Alternative Libertaire, AREV, Comités pour la paix au Proche Orient et la solidarité Euroméditerranéenne, C.G.T, Itinéraire-Bis (étudiants P.VI, PVII), UNEF-AGEJ, UNEM, SNESup, LCR, Mouvement de la jeune gauche, PCF, Verts Jussieu.